

tions naturelles entre les sexes n'implique pas l'égalité. Bien au contraire. Tout n'est qu'une question d'équilibre entre des différences irréductibles. Il en est ainsi, c'est un état de fait naturel. Il suffit dorénavant de s'autoriser à le reconnaître pour procéder à leur agencement harmonieux et satisfaisant *a priori* pour tous. Car enfin, à quoi bon rendre compte d'inégalités qui ne peuvent exister dans ce parfait modèle de complémentarité ?

L'ouvrage d'Irène Jonas s'organise en trois parties. Dans la première partie « La psychologie évolutionniste au secours de l'essentialisme », elle analyse et présente, de manière extrêmement argumentée, les modalités stratégiques de diffusion des thèses essentialistes portées par la psychologie évolutionniste (issue du courant de recherche le plus contesté de la pensée de Charles Darwin, à savoir le darwinisme social). Essor qui va lui permettre d'acquérir progressivement une sorte de 'reconnaissance' scientifique, sociale et politique, aujourd'hui très peu remise en cause, peut-être parce que déjà trop diffuse. Cette propagande sexiste ambiante ne va évidemment pas s'intéresser à n'importe quelles différences 'innées' mais bien à celles qui justifient les inégalités entre les sexes, quel que soit l'espace de socialisation, ici : le familial (deuxième partie « De la princesse aguerrie à la femme accomplie ») et le conjugal

(troisième partie : « De l'épouse amante à la mère éducatrice »). Il est vrai que la permanence des résistances trouve une origine profondément ancrée dans notre imaginaire mythique et religieux. Pas facile de lutter contre ce déterminisme reconfortant, difficile d'œuvrer au dépassement de sa persistance. Il le faut pourtant. Irène Jonas nous pousse à le faire. Son livre est en effet un livre engagé.

Djaouida Séhili

Sociologue,
maître de conférences associée
Université Paris 13

Françoise Picq – *Libération des femmes, quarante ans de mouvement*

(2011). Paris, Dialogues, 529 p.

Le livre de Françoise Picq, *Libération des femmes. Les années mouvement*, publié en 1993, est une référence incontournable sur le Mouvement de libération des femmes (MLF) à Paris. Dans un langage clair et sur le mode du récit, l'auteure offre une reconstruction vivante des mobilisations féministes des années 1970 et 1980 dont elle restitue l'ambiance, le climat aussi bien que les problématiques de l'époque. Réédité en 2011 sous le titre *Libération des femmes, quarante ans de mouvement*, il comporte une 'suite' dont l'objectif est de rendre compte des mobilisations féministes à partir des années 1990 et « de les restituer dans la continuité et dans la rupture avec

le mouvement des années 1970 » (p. 9).

Françoise Picq indique clairement l'endroit 'd'où elle parle' ; elle précise qu'elle est chercheuse et militante, une position qui présente selon elle de grands avantages car elle permet de cumuler connaissances directes et distance critique (p. 487). Par ailleurs, son itinéraire, dit-elle, l'a conduite à privilégier certaines questions comme « *la contestation féministe du gauchisme, l'unité du mouvement et l'opposition des tendances, le débat 'radicalisme et féminisme', les rapports aux institutions* » (p. 489). Elle souligne, toutefois, qu'il ne s'agit pas d'un témoignage car « *je ne suis pas au centre du récit* » (p. 489).

Le livre est divisé en trois parties : « Le temps de la découverte », « Le temps des contradictions » et « Le temps de la réflexion et ensuite » ; il comporte une brève préface à la nouvelle édition, un avant-propos et une conclusion. Dans les deux premières parties, l'auteure retrace, en les faisant revivre, les mobilisations féministes des « *années mouvement* ». Elle a eu recours à des sources variées comme les journaux, les revues, les brochures mais aussi des sources orales car, dit-elle, les écrits ne peuvent suffire quand l'essentiel réside sous forme orale (p. 491), mettant ainsi au jour une grande richesse de détails concernant « *les révoltes, les espoirs et*

les désirs de cette génération » (p. 8).

Dans un premier temps, l'auteure relate les événements fondateurs du MLF : les premières réunions, la publication des premiers textes, l'apparition des premières polémiques et des manifestations publiques, l'ambiance *bryante* des assemblées qui avaient lieu à l'École des Beaux-Arts, etc. Le MLF est présenté comme faisant partie du courant de contestation exprimé par Mai 68 : « *même désir de changer la vie, tout de suite* », « *dénonciation spectaculaire, humour corrosif, insolence, dérision, mise en scène dramatisée* » (p. 114). Mais, rappelle l'auteure, le mouvement perturbe profondément les schèmes révolutionnaires (p. 115). Elle situe le mouvement naissant au point de convergence des deux principaux systèmes d'analyse : le marxisme et les théorisations de Simone de Beauvoir (p. 38). Mais il se donne aussi comme pilier la primauté du vécu : « *Il n'y a pas d'autre savoir sur l'oppression des femmes que l'expérience personnelle, le vécu* » (p. 357).

Le MLF ne constitue ni un groupe ni une organisation mais un mouvement « *aux contours indéfinis et à la définition extensible* » (p. 125). L'auteure cherche à décrire comment ce qui fait le MLF s'est modifié avec le temps. D'abord mouvement qui veut englober « *toutes les femmes* », qu'elles y participent

ou non, il devient progressivement un groupe spécifique : le Mouvement de libération des femmes (p. 495). Le livre est centré sur celui-ci qui est « à la fois le catalyseur et l'expression d'un mouvement plus diffus » (p. 496). Mais on ne voit pas toujours clairement ce que l'auteure entend par 'mouvement des femmes', 'MLF' ou 'Mouvement'.

L'avortement, « un symbole tangible, physique de l'oppression des femmes » (p. 84) en est un thème central dans les premières années et la lutte pour sa légalisation un pôle d'union. L'auteure rappelle les temps forts de ce combat, comme la publication du Manifeste des 343 femmes (avril 1971) qui déclarent avoir avorté, les grandes manifestations, le procès de Bobigny⁹ et, finalement, l'approbation, en janvier 1975, de la loi d'interruption volontaire de grossesse. D'autres événements jalonnent la chronologie des premières années du mouvement comme la publication du journal *Le Torchon brûle* (1971-1973) ou les *Journées de dénonciation des crimes contre les femmes* (mai 1972).

Dans la deuxième partie du livre, elle s'attache à analyser les contradictions d'un mouvement qui, jusqu'alors, en dépit des différences, avait réussi à se vivre

dans l'unité. L'année 1974 semble marquer une ligne de rupture. Toutefois, comme le souligne l'auteure, ce n'est pas la fin du mouvement, seulement le passage à une autre étape. Au cours de cette nouvelle phase, il existe au moins trois « conceptions du MLF » : « féminisme révolutionnaire », « psychanalyse et politique », « lutte de classes ». L'auteure se refuse pourtant à donner une vision statique d'un mouvement divisé en trois groupes monolithiques qui ne varieraient pas dans le temps. Se limiter à mettre en évidence les tendances sans tenir compte des groupes, des projets, des formes de lutte et de réflexion serait « enfermer le Mouvement dans des schémas auxquels justement il a échappé. C'est diviser ce qu'il a mêlé » (p. 239).

Le déploiement de la presse féministe illustre ce moment où le mouvement se reconfigure. « Sur la décomposition de l'unité éclosent », affirme-t-elle, « telles cent fleurs, les tendances et leurs divers journaux » (p. 246). Bien que fragmenté, le mouvement réussit à faire en sorte que les diverses tendances convergent dans la lutte contre le viol. Françoise Picq retrace aussi l'histoire des éditions *Des femmes* et de la scission progressive du mouvement en deux camps : Psychanalyse et politique, d'un côté, et les féministes appartenant à des tendances extrêmement diverses, de l'autre.

⁹ Procès de cinq femmes poursuivies, en 1972, pour avoir avorté, qui furent défendues par l'avocate Gisèle Halimi.

Cette deuxième partie se clôt sur le débat que suscite l'enregistrement du nom « Mouvement de libération des femmes » en tant qu'association loi 1901 par le groupe Psychanalyse et politique, avec Antoinette Fouque comme présidente, et met en évidence les conséquences de cet événement sur l'ensemble du mouvement.

Les deux premières parties (p. 13-412) n'ont été que légèrement modifiées par rapport à la première édition. La grande différence entre les deux éditions, c'est l'inclusion d'une troisième partie, « Le temps de la réflexion et ensuite... », qui porte sur les mobilisations féministes à partir des années 1990. Elle débute par un bilan des transformations suscitées par le mouvement des femmes au niveau de la famille, du travail, de la sexualité. L'« *institutionnalisation de la cause des femmes* » est particulièrement soulignée. Pour Françoise Picq, le féminisme aurait perdu son caractère « *subversif* » en s'intégrant au « *modèle social dominant* » (p. 436). Les deux derniers chapitres sont consacrés à l'analyse des divers mouvements féministes des années 1990, au développement des études féministes ainsi qu'à l'éveil du militantisme féministe chez des femmes jeunes. Enfin, elle évoque quelques controverses qui, au cours des vingt dernières années, ont suscité des débats parmi les féministes : parité, prostitution, laïcité et voile islamique,

universalisme et différence des sexes.

Il faut reconnaître que la tentative d'inclure les mouvements qui se développent à partir des années 1990 – qui ne prend pas la forme d'une postface, d'un épilogue ou de quelque chose de semblable – n'est pas aussi réussie que les deux premières parties. L'analyse perd, dans cette troisième partie, de sa force vitale. La richesse des détails concernant les mouvements des années 1970 contraste avec la brièveté des analyses du féminisme des vingt dernières années. Ceci donne l'impression qu'après les grandes manifestations des années 1970, le mouvement aurait perdu de sa diversité et de sa radicalité et se résumerait à l'existence de quelques groupes, à l'organisation de colloques et au déploiement de polémiques.

On pourrait dresser une liste de mobilisations et de débats qui auraient pu être inclus ou plus approfondis : par exemple, les activités des groupes de quartier et de groupes féministes formés par des femmes immigrées, ainsi que les débats sur le lesbianisme, pour ne citer que ces exemples. Mais ces lacunes, en fait, montrent seulement qu'un tel ouvrage avec la dimension qui est la sienne et les objectifs que l'auteure s'est assignés ne peut être, bien entendu, exhaustif. Il révèle, par ailleurs, à quel point le terrain du féminisme est vaste et riche en découvertes potentielles ; en ce

sens, ce livre invite à la réalisation d'autres travaux qui pourront aborder ce type de questions.

En ce qui concerne la structure du livre, on aurait aimé une introduction plus complète qui expliciterait certains points qui ne sont abordés par l'auteure qu'à la fin, dans la partie importante « Questions de méthode ».

Il s'agit là, sans aucun doute, d'un livre fondamental pour comprendre les mobilisations féministes en France. En nous offrant une chronique pleine de vie du mouvement français, Françoise Picq nous invite à revisiter son histoire et à penser les orientations que suit le féminisme aujourd'hui.

Maira Abreu

Doctorante en sociologie
Cresppa-LabTop

Geneviève Dermenjian, Jacques Guilhaumou, Karine Lambert (eds) – *La place des femmes dans la cité*

(2012). Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence « Penser le genre », 184 p.

L'ouvrage dirigé par Geneviève Dermenjian, Jacques Guilhaumou et Karine Lambert, membres du groupe « Genre Femmes et Méditerranée » de l'UMR TELEMME, décline en trois parties et onze contributions une réflexion sur le rapport des femmes avec la cité, de l'Antiquité grecque à la période contemporaine, sur les deux rives de la Méditerranée. Il s'agit à la fois de rendre compte de la frontière qui a tenu les femmes à l'écart de la

cité, lieu de l'exercice de la citoyenneté par excellence, mais aussi de décrire les modalités des contournements et des subversions des normes de genre que les femmes ont su déployer pour agir dans cet espace. En adoptant une démarche traditionnelle en histoire des femmes, à savoir lever le silence qui pèse sur les actrices de l'histoire, les auteur·e·s dressent un tableau des espaces politiques mouvants et sans cesse renégociés entre les sexes au fil des siècles.

La première partie s'intéresse à la « Circulation de la puissance d'agir féminine entre espace domestique et place publique ». Loin de montrer deux sphères étanches et indépendantes, les quatre contributions décrivent les relations complexes qu'entretiennent les sphères privée et publique à travers le rôle des femmes dans la transmission des règles du pouvoir et de la citoyenneté. L'article de Philippe Jockey s'intéresse à la figure des mères en Grèce antique. Après quelques précisions notionnelles bienvenues – distinguant notamment matriarcat et puissance maternelle, le premier désignant une société où les mères sont « à l'origine du pouvoir », la seconde évoquant le pouvoir des mères sur leurs enfants et la reconnaissance sociale qu'elles tirent de leur statut – l'auteur se résout à parler d'« *impuissance maternelle* » dans la lignée de l'impuissance générale des femmes